

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/REG/W/9**

9 octobre 1996

(96-4118)

**Comité des accords commerciaux régionaux**  
**Cinquième session**  
**7, 10 et 11 octobre 1996**

## NOTE SUR LES PROCEDURES DESTINEES A FACILITER ET A AMELIORER LE PROCESSUS D'EXAMEN

### Note du Secrétariat

La présente note a été établie pour donner suite à une demande que le Comité des accords commerciaux régionaux a formulée à sa réunion du 19 septembre 1996. Elle contient une liste plus étoffée des points qui peuvent présenter de l'intérêt pour l'examen auquel le Comité doit procéder au titre du point 1 c) de son mandat - à savoir, "élaborer, selon qu'il conviendra, des procédures destinées à faciliter et à améliorer le processus d'examen". Elle complète le document WT/REG/W/7 en s'inspirant des suggestions que les délégations ont faites au cours de différentes réunions du Comité et des communications écrites qu'elles ont présentées.<sup>1</sup> Les suggestions des délégations ont été regroupées sous les titres généraux suivants: Objectifs, Lignes directrices, Notification, Renseignements et Processus d'examen.

Le Secrétariat a repris, dans la mesure du possible, les observations formulées par les délégations, mais il est prêt à faire toute adjonction ou à apporter toute autre modification à la présente note qui sera jugée nécessaire.

### OBJECTIFS

1. S'agissant du *réexamen des objectifs de l'examen des accords commerciaux régionaux*, trois options ont été suggérées:

- a) Réexaminer les objectifs de l'examen, comme première étape pour faciliter et améliorer le processus d'examen. Il a été indiqué que ce réexamen ne concernait que le processus d'examen des accords commerciaux régionaux, et non les dispositions de l'article XXIV.
- b) Revenir sur cette question ultérieurement, si cela est jugé nécessaire.
- c) Ne pas aborder la question car elle n'entre pas dans le mandat du Comité des accords commerciaux régionaux.

---

<sup>1</sup>Les propositions qui figurent déjà dans le document WT/REG/W/7 sont indiquées en italique.

## LIGNES DIRECTRICES

2. Il a été suggéré d'examiner, lors de l'élaboration des lignes directrices, les *avantages qu'il y a à donner un caractère formel aux procédures d'examen des accords commerciaux régionaux*. Un processus formel augmenterait la prévisibilité; les Membres seraient par exemple encouragés à présenter des notifications et à fournir des renseignements sur les accords commerciaux régionaux dans certains délais. Il a toutefois été noté qu'une procédure formelle n'était peut-être pas appropriée pour tous les accords et pourrait dans certains cas introduire une certaine rigidité dans le processus.

3. Il a été proposé d'élaborer des *lignes directrices pour l'examen des accords commerciaux régionaux*. Ces lignes directrices pourraient:

- a) être étudiées et approuvées par le Comité des accords commerciaux régionaux; ou
- b) être étudiées et approuvées par un groupe de travail établi par le Comité des accords commerciaux régionaux.

## NOTIFICATION

### Date de présentation

4. Les options permettant de garantir la *notification en temps voulu* des accords sont les suivantes:

- a) Le Comité des accords commerciaux régionaux pourrait adopter une approche en deux étapes, les renseignements de caractère général devant être communiqués dans un premier temps et les renseignements de caractère plus spécifique devant être fournis ultérieurement - c'est-à-dire au moment de la notification proprement dite. Les dates de présentation de ces deux communications pourraient correspondre à des étapes différentes du processus menant à la conclusion de l'accord commercial régional - négociation, signature, ratification, entrée en vigueur. La première communication pourrait être faite entre la négociation finale et la signature de l'accord et la notification pourrait être présentée entre la ratification et l'entrée en vigueur.
- b) Prévoir la *communication de renseignements préliminaires de caractère général pour informer le Comité des premiers faits intervenant en la matière* le plus tôt possible.
- c) Il pourrait être demandé aux parties à un accord commercial régional de ne présenter leur notification qu'à un seul moment; par exemple, entre la ratification et l'entrée en vigueur de l'accord.
- d) Le choix de la date de la notification d'un accord commercial régional pourrait être entièrement laissé aux parties à l'accord.<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup>Sur le nombre total des accords qui ont jusqu'à présent été notifiés au titre de l'article XXIV, un tiers ont été notifiés entre la date de la signature et la date de l'entrée en vigueur et la moitié après leur date d'entrée en vigueur. En moyenne, le laps de temps qui s'est écoulé entre la date d'entrée en vigueur et la date de notification a été d'environ cinq semaines.

### Non-respect

5. S'agissant du *non-respect*, les options ci-après ont été proposées:
- a) Le Comité pourrait étudier la possibilité d'une contre-notification, qui pourrait être suivie d'un processus d'examen. Toutefois, certains Membres ont estimé que le Comité ne devrait pas adopter cette approche, car le cadre juridique de l'OMC ne prévoyait pas de contre-notification des accords commerciaux régionaux.
  - b) Les Membres pourraient, par l'intermédiaire du Comité, exhorter les parties à respecter leurs obligations de notification.

### RENSEIGNEMENTS

#### Communication du modèle de présentation type

6. L'utilisation du *modèle de présentation type* pose également un problème de date. Ainsi,
- a) le Comité pourrait demander aux parties à un accord commercial régional de communiquer les réponses au modèle de présentation type au moment de la notification; ou
  - b) le Comité pourrait adopter un processus flexible, demandant seulement aux parties de communiquer les réponses bien avant le premier examen.

#### Modèle de présentation type pour les services

7. Pour promouvoir la transparence et faciliter encore le processus d'examen, le Comité a demandé au Secrétariat d'*élaborer un modèle de présentation type applicable aux accords de libéralisation du commerce des services* qui serait l'équivalent pour les services du modèle de présentation type concernant les marchandises et aurait un statut similaire. Ce modèle devrait être élaboré sur la base des dispositions pertinentes de l'Accord général sur le commerce des services; les délégations ont été invitées à participer à ce processus.

#### Données commerciales

8. Le Comité des accords commerciaux régionaux pourrait *déterminer les données commerciales devant être communiquées dans le cas d'unions douanières*.

#### Communication électronique des renseignements

9. Il est possible de *communiquer les renseignements sous forme électronique*.

### PROCESSUS D'EXAMEN

#### Examen des accords commerciaux régionaux portant à la fois sur les marchandises et les services

10. Pour que *l'examen des accords commerciaux régionaux portant à la fois sur les marchandises et les services soit efficace*:

- a) les accords concernant les marchandises et ceux qui se rapportent aux services pourraient être examinés successivement dans le cadre de l'examen d'un accord commercial régional; ou
- b) ils pourraient être examinés de la manière que le Comité juge la plus appropriée pour l'accord en question.

#### Procédures simplifiées

11. Si une *procédure simplifiée pour l'examen des accords qui ont des effets minimes sur les autres Membres et sur le système commercial multilatéral* doit être adoptée, les Membres devraient déterminer ce qu'il faut entendre par "effets minimes sur les autres Membres et sur le système commercial multilatéral"; un accord pourrait en effet avoir des effets considérables sur un petit groupe de Membres, mais des effets minimes sur le système commercial multilatéral. Il a toutefois été indiqué qu'une "procédure simplifiée" ne devrait pas empêcher un Membre de soulever certains points ou de poser des questions aux parties à l'accord.

#### Nombre de réunions

12. La possibilité de *fixer un nombre maximum de réunions* pour examiner un seul accord commercial régional a été envisagée.

#### Calendriers

13. La *nature des calendriers* pourrait être:

- a) contraignante; ou
- b) non contraignante.

#### Présentation de rapports

14. S'agissant de la *nature et la teneur des rapports ainsi que des procédures pour leur adoption*, il a été suggéré que les rapports comportent une partie factuelle distincte des conclusions. La partie factuelle refléterait fidèlement les débats du Comité, tandis que les conclusions seraient présentées sous la forme d'un projet devant être examiné par le Comité.<sup>3</sup> Par la suite, le Comité "prendrait note" de la partie factuelle et "adopterait" les conclusions.

#### Rôle du Secrétariat

15. S'agissant du *rôle du Secrétariat* dans les procédures destinées à faciliter le déroulement des différentes étapes du processus d'examen, les options sont les suivantes:

- a) Collecter des renseignements pour permettre de remplir plus facilement le modèle de présentation type en consultation avec les parties à l'accord commercial régional.
- b) Aider les parties aux accords commerciaux régionaux à respecter toutes les prescriptions de l'OMC en rapport avec l'examen de leur accord.

---

<sup>3</sup>La pratique habituelle dans le cadre du GATT de 1947, suivant laquelle les représentants peuvent, s'ils le demandent, vérifier les parties des projets de comptes rendus contenant leurs déclarations avant la parution de ceux-ci, serait maintenue.

Durée

16. Compte tenu de l'utilisation du modèle de présentation type, le processus d'examen comporte désormais les étapes suivantes: communication du modèle de présentation type; questions et réponses écrites, le cas échéant; séries d'examens du Comité des accords commerciaux régionaux; élaboration du rapport; présentation du rapport en vue de son adoption par l'organe compétent; adoption du rapport par l'organe compétent.

17. S'agissant de la *durée du processus d'examen d'un accord commercial régional*, les options ci-après ont été proposées:

- a) *Fixer des délais pour chaque étape* et donc pour l'ensemble de la période d'examen.
- b) *Fixer un délai spécifique pour l'ensemble de l'examen* d'un accord commercial régional, toutes les étapes devant être achevées dans ce délai.
- c) Prévoir de la flexibilité en ce qui concerne la durée de chaque étape et celle de l'examen dans son ensemble.

Transfert de fonctions

18. Pour *transférer au Comité des accords commerciaux régionaux les fonctions en matière de notification et d'examen de ces accords actuellement assumées par le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil du commerce des services et le Comité du commerce et du développement*, une décision du Conseil général serait nécessaire.